

PÉTITION POUR LA SÉCURITÉ INTERCOMMUNALE ET TRANSFRONTALIÈRE DANS LE CANTON DE GENÈVE

À l'attention du Grand Conseil de la République et Canton de Genève

Face à la dégradation ciblée de la sécurité, marquée par la hausse continue des vols par effraction, plus de 3 400 cas enregistrés (+7% *cambriolage/effractions*, source *AGOP.ch*), la hausse des violences physiques dans l'espace public (+3,7% *violences physique de rue sources*, *AGOP.ch*), l'émergence des intrusions au domicile (*home-jackings*) et le sentiment d'insécurité croissant, la population genevoise et des communes frontalières exprime un ras-le-bol et une inquiétude légitime.

Les communes du bassin de vie (*notamment Thônex, Veyrier, Chêne-Bourg, Meyrin, Bardonnex et l'ensemble du territoire cantonal*) forment avec la France voisine une zone de transit et d'habitat fluide. La criminalité transfrontalière tire parti des limites administratives. Cette réalité exige une réponse sécuritaire moderne, ferme et coordonnée de part et d'autre de la frontière.

Afin de garantir la tranquillité publique et la protection de toutes et tous, nous, pétitionnaires, demandons au Grand Conseil d'inviter le Conseil d'État à :

1. Augmenter la présence policière sur le terrain : Réaffecter et renforcer les effectifs de la Police cantonale et communale pour garantir une présence préventive et dissuasive accrue, prioritairement aux heures d'affluence et dans les zones frontalières/périurbaines les plus touchées.

2. Intensifier la coopération transfrontalière et interservices :

a. Développer les opérations et patrouilles conjointes avec la Gendarmerie nationale française et la Police cantonale, sur le modèle des brigades mixtes.

b. Renforcer la coordination stratégique et opérationnelle avec les Polices municipales, cantonale et l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).

3. Déployer des moyens technologiques et des aménagements de protection ciblés :

a. Soutenir le financement et l'interconnexion des réseaux de vidéoprotection, tout en les augmentant, entre les communes et la Centrale d'engagement de la Police cantonale.

b. Améliorer la sécurisation de l'espace public (*éclairage public adapté, sécurisation des axes piétons et des hubs de transports publics transfrontaliers ainsi que les zones de deals connus*).

4. Renforcer la prévention et la protection ciblée des personnes vulnérables : Intensifier les campagnes d'information et les rondes de proximité auprès des aînés, des commerçants, des jeunes, des écoles et des zones résidentielles contre le vol par ruse, les faux policiers et les réseaux organisés.

5. Moderniser et dématérialiser le dépôt de plainte : Simplifier l'enregistrement des signalements et la prise de plainte (*notamment en ligne ou via des permanences décentralisées dans les communes*) pour éradiquer le chiffre noir de la délinquance.

6. Instaurer un bilan régulier de sécurité par secteur : Publier trimestriellement ou annuellement un rapport détaillé par commune/région sur les chiffres de la délinquance et le bilan des actions transfrontalières menées.

Initiateurs de la pétition :

Andrew Megally, conseiller municipal à Thônex +41 76 405 45 52

Lionel-Pierre Rossini, conseiller municipal à Bernex +41 79 796 33 95

Lucas Gamberini, conseiller municipal à Meyrin +41 79 637 86 81

Stéphane Dätwiler ancien conseiller municipal à Lancy +41 76 413 72 65

Dominique Gamberoni, conseiller municipal à Lancy +41 79 359 63 62

En signant cette pétition, je confirme appuyer la requête adressée au Grand Conseil de la République et Canton de Genève. Les données collectées (nom, adresse, signature) sont exclusivement destinées au dépôt officiel de cette pétition auprès de l'autorité compétente et ne seront en aucun cas transmises à des tiers ni utilisées à des fins commerciales.

À l'attention du Grand Conseil de la République et Canton de Genève

1. Augmenter la présence policière sur le terrain.
2. Intensifier la coopération transfrontalière et interservices (*a et b*).
3. Déployer des moyens technologiques et des aménagements de protection ciblés (*a et b*).
4. Renforcer la prévention et la protection ciblée des personnes vulnérables.
5. Moderniser et dématérialiser le dépôt de plainte.
6. Instaurer un bilan régulier de sécurité par secteur.

[illegible]

Initiateurs de la pétition :
 Andrew Megally, conseiller municipal à Thônex +41 76 405 45 52
 Lionel-Pierre Rossini, conseiller municipal à Bernex +41 79 796 33 95
 Lucas Gamberini, conseiller municipal à Meyrin +41 79 637 86 81
 Stéphane Dätwiler ancien conseiller municipal à Lancy +41 76 413 72 65
 Dominique Gamberoni, conseiller municipal à Lancy +41 79 359 63 62

PÉTITION POUR LA SÉCURITÉ INTERCOMMUNALE